



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Arrêté n° 1025/2022/DREAL/UD88 du

04 NOV. 2022

**relatif à une demande de modification des prescriptions du suivi agronomique des boues
produites par la société RAON CIRCULAR REGENERATION à Raon l'Étape**

La Préfète des Vosges,
Chevalier de la légion d'honneur,

- Vu le code de l'environnement et notamment les articles R. 214-1 et R. 211-29 ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- Vu le décret du Président de la République du 08 octobre 2022 portant nomination de Mme Valérie MICHEL-MOREAUX en qualité de Préfète des Vosges ;
- Vu l'arrêté ministériel du 10 septembre 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2430, 3610a, 3610b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 08 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n°97-1133 du 08/12/97 relatif à l'épandage de boues issues du traitement des eaux usées ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°1131/2001 du 18 mai 2001 modifié autorisant la société RAON CIRCULAR REGENERATION à épandre sur des terrains agricoles les boues issues du traitement des eaux résiduaires de ses installations situées à Raon l'Étape ;
- Vu la demande déposée le 7 novembre 2020 par la société VALTERA, gérant les boues pour le compte de la société RAON CIRCULAR REGENERATION et sollicitant un allègement du suivi agronomique au vu de la faible variabilité des paramètres du suivi ;
- Vu le rapport en date du 11 août 2022 et le projet d'arrêté établis par l'inspection des installations classées ;
- Vu le projet d'arrêté porté le 17 août 2022 à la connaissance du demandeur ;
- Considérant que la société RAON CIRCULAR REGENERATION n'a pas émis d'observation au sujet du projet d'arrêté qui lui a été transmis le 17 août 2022 ;
- Considérant que la modification des fréquences d'analyse n'est pas une modification substantielle et qu'elle n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients nouveaux mentionnés à l'article L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'Environnement ;
- Considérant que les dangers et inconvénients générés par l'épandage de boue pour les intérêts visés à l'article L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, sont prévenus par les prescriptions fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1131/2001 du 18 mai 2001 modifié et par les dispositions mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter et les dossiers de demande de modifications ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Vosges,

Arrête

Article 1 - Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°1131/2001 du 18 mai 2001 modifié autorisant la société RAON CIRCULAR REGENERATION à épandre sur des terrains agricoles les boues issues du traitement des eaux résiduaires de ses installations situées à Raon l'Étape est modifié comme suit.

Article 2 – Analyse

Le tableau de l'article 15.1 de l'arrêté préfectoral n°1131/2001 du 18 mai 2001 modifié est complété comme suit :

Tonnes de matière sèche épandues par an	< 480	< 800	< 1 600	< 3 200
Valeur agronomique des déchets	2 sur stockage usine Echantillon représentatif de 6 mois	2 sur stockage usine Echantillon représentatif de 6 mois	3 sur stockage usine Echantillon représentatif de 3 mois	4 sur stockage usine Echantillon représentatif de 2 mois
	4 sur lots livrés en bord de parcelle	6 sur lots livrés en bord de parcelle	7 sur lots livrés en bord de parcelle	8 sur lots livrés en bord de parcelle
Eléments traces métalliques	4 sur stockage usine Echantillon représentatif de 3 mois	4 sur stockage usine Echantillon représentatif de 3 mois	4 sur stockage usine Echantillon représentatif de 3 mois	4 sur stockage usine Echantillon représentatif de 3 mois
Composés traces organiques et agents pathogènes	2 sur stockage usine Echantillon représentatif de 3 mois	2 sur stockage usine Echantillon représentatif de 3 mois	2 sur stockage usine Echantillon représentatif de 3 mois	2 sur stockage usine Echantillon représentatif de 3 mois

Article 3 – Santé

L'article 18 de l'arrêté préfectoral n°1131/2001 du 18 mai 2001 modifié est complété par les prescriptions ci-dessous :

- lorsque la production annuelle de boues est inférieure à 2 500 tonne de matière sèche épandues, la fréquence d'analyse de l'ensemble des paramètres est annuelle ;
- lorsque la production annuelle de boues est supérieure à 2 500 tonne de matière sèche épandues, la fréquence d'analyse des paramètres est celle décrite à l'alinéa 2 de l'article 18 de l'arrêté préfectoral n°1131/2001 du 18 mai 2001 modifié.

Article 4 - Sanctions

En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le code de l'environnement et par le présent arrêté, les sanctions administratives et pénales prévues par la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement seront mises en œuvre.

Article 5 - Exécution

Le secrétaire général de la Préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société RAON CIRCULAR REGENERATION, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée à la sous-préfète de Saint-Dié-des-Vosges et au maire de Raon l'Étape.

De plus, une autre copie de cet arrêté sera affichée à la mairie précitée pendant une durée minimale d'un mois et pourra y être consultée et publiée sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Épinal, le 04 NOV. 2022

La Préfète,
Par délégation, le Sous-Prefet,
Secrétaire Général

David FORCHERON

Délais et voies de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy selon les modalités fixées à l'article R. 181-50 du code de l'environnement.